

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/280/Rev.1

31 juillet 2001

(01-3857)

Conseil du commerce des marchandises

**PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE POUR L'ÉLIMINATION
DES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU
COMMERCE NOTIFIÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:1
DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES
INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE**

COLOMBIE

Projet de décision

Révision

Le Conseil du commerce des marchandises,

Eu égard à l'article 5:3 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC);

Considérant que le Conseil du commerce des marchandises peut proroger la période de transition prévue pour l'élimination des MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC pour un pays en développement Membre qui démontre qu'il rencontre des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions dudit accord;

Prenant note de la demande présentée par la Colombie en vue d'obtenir une prorogation de sept ans de la période de transition en ce qui concerne certaines MIC notifiées conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC (G/C/W/169 et Add.1);

Tenant compte des besoins individuels de la Colombie en matière de développement, de finances et de commerce;

Considérant que la Colombie a démontré qu'elle rencontrait des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC;

Considérant que la Colombie s'engage à éliminer ces MIC restantes;

Décide ce qui suit:

1. La période de transition prévue dans l'Accord sur les MIC est prorogée pour la Colombie jusqu'au 31 décembre 2001 en ce qui concerne les MIC pour lesquelles elle a demandé une prorogation de la période de transition.
2. La Colombie peut demander une prorogation additionnelle d'une durée ne dépassant pas deux ans à compter du 1^{er} janvier 2002. Toute demande de prorogation de ce type indiquera les difficultés particulières, d'ordre interne ou externe, que la Colombie continue de rencontrer

./.

pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les MIC, et sera communiquée au Conseil du commerce des marchandises le 31 août 2001 au plus tard, accompagnée:

- de la description des mesures que la Colombie aura prises à ce jour et/ou prendra pour éliminer ses MIC restantes;
 - d'un plan raisonnable de suppression progressive visant à éliminer ses MIC restantes pour le 31 décembre 2003 au plus tard, compte tenu de ses besoins en matière de développement, de finances et de commerce; et
 - de l'engagement de présenter des rapports périodiques au Conseil du commerce des marchandises sur les progrès que la Colombie aura accomplis vers la suppression progressive de ses MIC restantes.
3. La Colombie consultera le Conseil du commerce des marchandises au sujet de toute demande qu'elle présentera au titre du paragraphe 2 et au sujet de la mise en œuvre de son engagement de supprimer progressivement et d'éliminer ses MIC restantes. Sur la base de ces consultations, le Conseil du commerce des marchandises fera droit à cette demande, le 5 octobre 2001 au plus tard, s'il est vérifié que ladite demande répond aux critères énoncés au paragraphe 2.
-